

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

SECRETARIAT GENERAL

AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 008 /AONO/PR/MINMAP/CCPM-SPI/ARMP/2021

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT RELATIF A LA SOUSCRIPTION
D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE GROUPE ET ASSISTANCE EN
VUE DE LA COUVERTURE DU PERSONNEL DE L'AGENCE DE
REGULATION DES MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT : ARMP EXERCICE 2021 - 2022

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Pièce n° 1: Avis d'Appel d'Offres (AAO)	5-11
Pièce n° 2: Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO).....	12-22
Pièce n° 3: Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)	23-29
Pièce n° 4: Proposition technique	31-39
Pièce n° 5: Proposition financière	40-44
Pièce n° 6: Termes de référence	45-46
Pièce n° 7: Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	49-64
Pièce n° 8: Modèle de marché	65-69
Pièce n° 9: Formulaires et modèles à utiliser	70-73
Pièce n° 10: Etudes préalables	74
Pièce n° 11: Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics.....	75-77



APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 0081 / AO/NO/PR/MINMAP/CCC/SPI/ARMP/CIPM/2021

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT RELATIF A LA
SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE GROUPE
ET ASSISTANCE EN VUE DE LA COUVERTURE DU PERSONNEL DE
L'AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT: ARMP EXERCICES 2021-2022

AVIS D'APPEL D'OFFRES

PIECE N° 1: AVIS D'APPEL D'OFFRES



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 008 / AONO/PR/MINMAP/
CCC/SPI/ARMP/CIPM/2021
DU 04 MARS 2021 RELATIF A LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE
MALADIE GROUPE ET ASSISTANCE EN VUE DE LA COUVERTURE DU
PERSONNEL DE L'ARMP
- Exercices 2021-2022-**

1 – Objet :

Le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics lance un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert relatif à la souscription d'une police d'assurance maladie groupe et assistance en vue de la couverture du personnel de l'ARMP, exercices 2021-2022

2 - Financement :

Ces prestations sont financées par le budget de l'ARMP au titre des exercices 2021-2022

3 – Lieu d'exécution :

Les prestations, objet du dossier d'appel d'offres seront exécutées sur le territoire camerounais et à l'étranger.

4 – Nature de la prestation :

La prestation à exécuter est définie par les Termes De Référence contenus au dossier de consultation.

La gestion de la police d'assurance relative au présent appel d'offres sera assurée par STRATINNOV Sarl, courtier d'assurances, B.P. 24218 Douala.

La prise en charge du courtier est assurée par la compagnie d'assurance adjudicataire conformément à la réglementation.

5 – Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de deux cent cinquante Millions quarante-cinq millions (250 000 000) FCFA

6 - Participation :

La participation est réservée à toutes les compagnies d'assurances de droit camerounais, capables de justifier d'une bonne expérience en la matière et d'un partenariat technique à l'étranger.

7 - Consultation

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables (7h 30 à 15h 30) dès publication du présent avis au Service des Marchés sis au 4^{ème} étage porte N°6 039 de l'immeuble siège de l'ARMP à Mballa II Yaoundé.

8 – Acquisition du Dossier d'Appels d'Offres :

Le Dossier d'Appel d'Offres (D.A.O) peut être retiré dès publication du présent avis auprès du Service des Marchés sis au 4^{ème} étage porte N°6 039 de l'immeuble siège de l'ARMP à Mballa II Yaoundé, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs CFA dans le compte intitulé «Compte d'Affectation Spécial (CAS-ARMP) ouvert dans les agences BICEC : Agence Centrale Yaoundé ; Limbé ; Dschang ; Garoua ; Douala –Bonanjo ; Ebolowa ; Bamenda ; Maroua ; Buéa ; Bafoussam ; Ngaoundéré ; Bertoua.

La copie dudit reçu sera déposée au lieu du retrait du Dossier d'Appel d'Offres.

9 – Remise des offres :

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles et déposées contre récépissé ou transmise par voie postale sous pli recommandé avec accusé de réception au Service des Marchés sis au 4^{ème} étage porte N°6 039 de l'immeuble siège de l'ARMP à Mballa II Yaoundé au plus tard le 05 AVR 2021 à _____ 12 heures, heure locale et devront porter la mention :

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° 008 /AONO/PR/MINMAP/CCC-SPI/ARMP/CIPM/20
du 04 MARS 2021 pour la souscription d'une police d'assurance maladie groupe et assistance
en vue de la couverture du personnel de l'ARMP,
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement. »

10 – Recevabilité des Offres:

Chaque soumission devra être assortie d'une caution de soumission dont le montant est égal à quatre millions cinq cent mille (4.500.000) Francs CFA. Cette caution se présente sous la forme d'une garantie émise par un organisme financier (établissement bancaire ou une compagnie d'assurance agréée dans la branche caution) agréé par le Ministère des Finances conformément à la réglementation en vigueur, ou d'un chèque certifié émis par une banque agréée autre que celle du soumissionnaire par ce département ministériel. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus au-delà du délai de validité des offres.

11 - Ouverture des plis:

L'ouverture des plis sera effectuée en deux temps à l'Agence de Régulation des Marchés Publics immeuble siège. L'ouverture des offres administratives et techniques se fera le 05 AVR 2021 à partir de treize (13) heures, heure locale au deuxième (2^{ème}) étage par la Commission Interne de Passation des Marchés publics siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants (un représentant par soumissionnaire) dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier. L'ouverture des plis financiers se fera en second temps.

12- Critères éliminatoires :

- 1) note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- 2) absence de l'agrément CIMA dans les branches concernées ;
- 3) absence de la caution de soumission ;
- 4) absence définitive d'une pièce administrative conforme après un délai de 48 heures ;
- 5) fausse déclaration, falsification ou substitution des documents ;
- 6) absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- 7) toute compagnie ayant fait l'objet d'une exclusion dans la commande publique pour prestations non exécutées ou pour défaillance dans les deux dernières années
- 8) absence de bureaux directs ou toute autre représentation dans plus de quatre (04) régions du Cameroun
- 9) offre financière anormalement basse

13 – Critères d'évaluation: Evaluation des propositions techniques.

Critères et système de points utilisés lors de l'évaluation de l'offre technique (100 points):

Critères	Notation
• Présentation générale de l'offre	3
• Références Générales du Soumissionnaire	4
• Références spécifiques du soumissionnaire	10
• Garanties offertes	12
• Modalités de mise en jeu de la garantie	12
• Couverture des engagements réglementés	24
• Couverture de la marge de solvabilité	20
• Cadence de règlement des sinistres	10
• Couverture des soins à l'étranger avec des traités de réassurance dans la branche considérée	5

Le seuil de qualification des offres techniques est fixé à 70/100.

14 - Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire qualifié présentant l'offre évaluée la mieux-disante c'est-à-dire celle ayant obtenu la note globale (NG) la plus élevée.

15 - Délai de validité des offres:

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de leur dépôt.

16 - Durée de couverture:

Vingt-quatre (24) mois allant du 01^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022.

17 - Renseignements:

Les renseignements relatifs au présent Appel d'Offres peuvent être obtenus à l'ARMP à la Direction de l'Administration et des Finances auprès du Sous-directeur des Affaires Communes
tél : 22 20 00 08/22 20 09, site web : www.armp.cm -Email: infos@armp.cm. Au MINMAP, tél :

Yaoundé, le 04 MARS 2021

Ampliations

- P/CIPM/ARMP
- Service des Marchés
- Celcom (pour publication)
- Service du Courier Affichage
- Chrono





OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No. 008 /M/AONO/ARMP/CIPM/2021
OF 04 MARS 2021 FOR THE SUBSCRIPTION OF A GROUP HEALTH AND ASSISTANCE
INSURANCE FOR ARMP STAFF

2021-2022 Financial Years

1. Subject:

The Director General of the Public Contracts Regulatory Agency hereby launches an open national invitation to tender for the subscription of a group health and assistance insurance for ARMP staff for the 2018-2019 financial years (under accelerated procedure).

2. Financing:

These services shall be financed by the ARMP budget under the 2021-2022 financial years.

3. Place of execution:

The services under this invitation to tender shall be executed In Cameroon and abroad.

4. Nature of the services:

The services to be executed shall be defined in the Terms of Reference attached to the consultation file.

The insurance policy relating to this open tender shall be managed by **STRATINNOV Sarl** (insurance Broker), P.o.Box 24218 Douala

5. Participation:

Participation in this consultation is open to insurance companies governed by Cameroon law, capable of justifying adequate experience in the domain and having a foreign technical partner.

6. Consultation

The tender file can be consulted upon publication of this tender notice during working hours at the Contracts Service located on the 4th floor door No. 6039 of the ARMP head office building at Mballa II, Yaounde.

7. Acquisition of the tender file:

The tender file can be obtained during working hours, upon publication of this notice, at the Contracts Service located on the 4th floor door No. 6039 of the ARMP head office building at Mballa II, Yaounde upon presentation of a receipt indicating the payment of non-refundable sum of one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs into the "Compte d'Affectation

Spécial (CAS-ARMP)" in BICEC bank branches: Yaounde Central Branch, Limbe, Dschang, Garoua, Douala-Bonanjo, Ebolowa, Bamenda, Maroua, Buea, Bafoussam, Ngaoundere, Bertoua.

A copy of the said receipt should be submitted at the place of withdrawal of the tender file.

8. Submission of bids:

Each bid prepared in English or French in seven (7) copies including one original and six copies (6) labelled as such, should reach the Contracts Service located on the 4th floor door No. 6039 of the ARMP head office building at Mballa II, Yaounde no later than 05 AVR 2021 at 12 p.m local time either by registered mail with acknowledgement of receipt or by direct submission against a receipt. The envelopes should bear the following inscription:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° 008 /M/AONO/ARMP/CIPM/2021 04 MARS 2021
FOR A GROUP HEALTH AND ASSISTANCE INSURANCE FOR ARMP STAFF
"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"

9. Admissibility of bids:

Each bid must include a bid bond of 4.500.000 CFA francs. This bond should be presented in the form of a bank guarantee provided by a financial institution (banking establishment or insurance company authorized to issue bonds) approved by the Ministry in charge of Finance in accordance with the regulations in force or a certified cheque issued by a bank approved by the Ministry in charge of Finance. This guarantee shall remain valid for up to thirty (30) days beyond the validity of the bids.

10. Opening of the bid:

The bids shall be opened in one phase at the Public Contracts Regulatory Agency on the 05 AVR 2021 at 1 p.m. local time, by the Public Contracts Internal Tenders Board in the presence of bidders or their representatives (one representative per bidder) having a perfect mastery of the file.

11. Eliminatory criteria:

- 1) Technical score below 80 Yes out of 100;
- 2) Lack of CIMA accreditation in branches concerned;
- 3) Absence of an administrative document;
- 4) Misrepresentation, forgery or substitution of documents;
- 5) Absence of a quantified unit price in the financial bid;
- 6) Absence of the photocopied terms of reference and the Special Administrative Conditions (SAC), initialled on each page, signed, dated and stamped on the last page, bearing the following "Read and approved": stamp and capacity of signatory;
- 7) Any company placed under surveillance by the Insurance Regional Control Commission of CIMA or by the Ministry in charge of Finance;
- 8) Excluded from public contracts for services not performed, partially performed or for failure for the past two years
- 9) Absence of direct offices in more than 4 regions of Cameroon;
- 10) Financial offer below 85% of the estimated budget.

12. Evaluation criteria: Evaluation of technical proposals

Criteria and points system used during the evaluation of technical offer (100 points):

Criteria	Score
• General presentation of the bid	3
• General references of the Bidder	4
• Specific references of the bidder	10
• Detailed description of the guarantees	12
• Terms and conditions for the application of the guarantee	12
• Coverage of regulated commitments	24
• Coverage of the solvency margin	20
• Settlement patterns	10
• Health coverage abroad with reinsurance agreement in the branch of healthcare	5

The qualification threshold for technical bids is set at 80/100.

13. Award

The contract shall be awarded to the bidder whose bid is judged to be the best, that is, one which obtained the highest score.

14. Validity of bids:

Bidders shall be bound by their bids for a period of 90 days from the date of submission.

15. Duration of coverage:

Twenty six (26) months from January 1st 2021 to 31 Décembre 2022.


16. Additional information:

Information relating to this tender may be obtained at ARMP at the Department of Administration and Finance from the Sub-Director of General Affairs Tel.: 222 20 00 08/222 20 00 09, Website: www.armp.cm Email: infos@armp.cm

Yaounde, 04 MARS 2021

Copies

- PCIPM / ARMP
- Contract service
- Celcom (for publication)
- Notice board
- File

 Directeur Général
Joseph Ngo



APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° _____/M/AONO/ARMP/CIPM/2021

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT RELATIF A LA SOUSCRIPTION
D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE GROUPE ET ASSISTANCE EN
VUE DE LA COUVERTURE DU PERSONNEL DE L'AGENCE DE
REGULATION DES MARCHES PUBLICS
- Exercices 2021-2022**

FINANCEMENT: ARMP EXERCICES 2021-2022

PIECE N° 2: REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

Table des matières

1. Introduction	13
2. Eclaircissements, modifications apportés au DAO et recours	15
3. Etablissement des propositions	15
Proposition technique	16
Proposition financière	16
4. Soumission, réception et ouverture des propositions.	17
5. Evaluation des propositions	18
Généralités	18
Evaluation des Propositions techniques	18
Ouverture et évaluation des Propositions financières et recours.	19
6. Négociations	19
7. Attribution du Contrat	20
8. Publication des résultats d'attribution et recours	20
9. Confidentialité	20
10. Signature du marché	20
11. Cautionnement définitif	21

1. Introduction.

1.1. Le Maître d’Ouvrage sélectionne un Prestataire parmi les soumissionnaires, conformément à la méthode de sélection spécifiée dans le Règlement Particulier de l’Appel d’Offres (RPAO).

1.2. Les Candidats sont invités à soumettre un dossier administratif, une proposition technique et une proposition financière pour la prestation des services nécessaires à la mission désignée dans les Termes de Référence. La proposition financière servira de base aux négociations du contrat et, à terme, au contrat signé avec le Candidat retenu.

1.3. La mission sera accomplie conformément au calendrier indiqué dans les Termes de Référence. Lorsque la mission comporte plusieurs phases, la performance du Prestataire durant une phase donnée devra donner satisfaction au Maître d’Ouvrage avant que la phase suivante ne débute.

1.4. Les Candidats doivent s’informer des conditions locales et en tenir compte dans l’établissement de leur proposition. Pour obtenir des informations de première main sur la mission et les conditions locales, il est recommandé aux Candidats, avant de soumettre une proposition, d’assister à la conférence préparatoire aux propositions, si le RPAO en prévoit une. Mais participer à ce genre de réunion n’est pas obligatoire. Les représentants des Candidats doivent contacter les responsables mentionnés dans le RPAO pour organiser une visite ou obtenir des renseignements complémentaires sur la conférence préparatoire. Les Candidats doivent faire en sorte que ces responsables soient avisés de leur visite en temps voulu pour pouvoir prendre les dispositions appropriées.

1.5. Le Maître d’Ouvrage fournit les intrants spécifiés dans les Termes de Référence, aide le Prestataire à obtenir les licences et permis nécessaires à la prestation des services, et fournit les données et rapports afférents aux projets pertinents.

1.6.

i. Les coûts de l’établissement de la proposition et de la négociation du contrat, y compris de la visite au Maître d’Ouvrage, ne sont pas considérés comme des coûts directs de la mission et ne sont donc pas remboursables ; et que

ii. Le Maître d’Ouvrage n’est nullement tenu d’accepter l’une quelconque des propositions qui auront été soumises.

1.7. Les Prestataires fournissent des conseils professionnels objectifs et impartiaux; en toutes circonstances ils défendent avant tout les intérêts du Maître d’Ouvrage, sans faire entrer en ligne de compte l’éventualité d’une mission ultérieure, et qu’ils évitent scrupuleusement toute possibilité de conflit avec d’autres activités ou avec les intérêts de leur société.

Les prestataires ne doivent pas être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations présentes ou passées envers d’autres Maîtres d’Ouvrages, ou qui risqueraient de les mettre dans l’impossibilité d’exécuter leur tâche au mieux des intérêts du Maître d’Ouvrage.

1.7. Le Maître d’Ouvrage exige des soumissionnaires et de ses cocontractants, qu’ils respectent les règles d’éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l’exécution de ces marchés. En vertu de ce principe, le Maître d’Ouvrage:

a. Définit aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante:

- i. Est passible de “corruption” quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d’influencer l’action d’un agent public au cours de l’attribution ou de l’exécution d’un marché;
- ii. Se livre à des “manœuvres frauduleuses” déforme ou dénature des faits afin d’influencer l’attribution ou l’exécution d’un marché;
- iii. “Pratiques collusoires” désignent toute forme d’entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que le Maître d’Ouvrage en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence;
- iv. “Pratiques coercitives” désignent toute forme d’atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d’influencer leur action au cours de l’attribution ou de l’exécution d’un marché.

b. Rejettera une proposition d’attribution si elle détermine que l’attributaire proposé est, directement ou par l’intermédiaire d’un agent, commis les faits de corruption ou s’est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l’attribution de ce marché.

1.8. Les candidats communiquent les renseignements sur les commissions et primes éventuellement réglées ou devant être réglées à des agents en rapport avec la présente proposition, et l’exécution du contrat s’il est attribué au candidat, comme demandé sur le formulaire de proposition financière (lettre de soumission).

1.9. Les candidats ne doivent pas avoir été déclarés exclus par le Maître d’Ouvrage de toutes attributions de contrats pour corruption ou manœuvres frauduleuses.

2. Eclaircissements, modifications apportés au DAO et recours.

2.1. Les Candidats ont jusqu’à une date limite précisée dans le RPAO pour demander des éclaircissements sur l’un quelconque des documents du DAO. Toute demande d’éclaircissement doit être formulée par écrit, et expédiée par courrier, télécopie, ou courrier électronique à l’adresse du Maître d’Ouvrage figurant sur le RPAO. Le Maître d’Ouvrage donne sa réponse par courrier, télécopie ou courrier électronique à tous les candidats destinataires de la lettre d’invitation et envoie des copies de la réponse (en y joignant une explication de la demande d’éclaircissement, sans en identifier l’origine) à tous ceux d’entre eux qui entendent soumettre des propositions.

2.2. A tout moment avant la soumission des propositions, le Maître d’Ouvrage peut, pour n’importe quelle raison, soit de sa propre initiative, soit en réponse à une demande

d'éclaircissement d'un candidat invité à soumissionner, modifier l'un des documents du DAO au moyen d'un additif. Tout additif est publié par écrit sous la forme d'un addendum. Les addenda sont communiqués par courrier, télécopie ou courrier électronique à tous les candidats sollicités, et ont force obligatoire pour eux. Le Maître d'Ouvrage peut, à sa convenance, reporter la date limite de remise des propositions.

2.3. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de pré-qualification des candidats, et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Maître d'Ouvrage.

2.4. Le recours doit être adressé au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué avec copies à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Il doit parvenir au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'ouverture des offres.

2.5. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

3. Etablissement des propositions.

Proposition technique.

3.1. Les candidats sont tenus de soumettre une proposition rédigée dans la (les) langue(s) spécifiée(s) dans le RPAO.

3.2. Lors de l'établissement de la Proposition technique, les Candidats sont censés examiner les documents constituant le présent Dossier de Consultation en détail. L'insuffisance patente des renseignements fournis peut entraîner le rejet d'une proposition.

En établissant la Proposition technique, les Candidats doivent prêter particulièrement attention aux considérations suivantes:

i. Le Candidat qui estime ne pas posséder toutes les compétences nécessaires à la mission peut se les procurer en s'associant avec un ou plusieurs Candidat(s) individuel (s) et/ou d'autres Candidats sous forme de co-entreprise ou de sous-traitance, en tant que de besoin. Les Candidats ne peuvent s'associer avec les autres Candidats sollicités en vue de cette mission qu'avec l'approbation du Maître d'Ouvrage, comme indiqué dans le RPAO. Les candidats sont encouragés à rechercher la participation de candidats nationaux en concluant des actes de coentreprise (actes notariés) avec eux ou en leur sous-traitant une partie de la mission;

ii. Pour les missions reposant sur le temps de travail, l'estimation du temps de travail du personnel est fournie dans le RPAO. Cependant, la proposition doit se fonder sur l'estimation du temps de travail du personnel qui est faite par le Candidat;

iii. Il est souhaitable que le personnel spécialisé proposé soit composé en majorité de salariés permanents du Candidat ou entretienne avec lui, de longue date une relation de travail stable;

iv. Le personnel spécialisé proposé doit posséder au minimum l'expérience indiquée dans le RPAO, qu'il aura de préférence acquise dans des conditions de travail analogues à celles du pays où doit se dérouler la mission ;

v. Il ne peut être proposé un choix de personnel spécialisé, et il n'est autorisé de soumettre qu'un curriculum vitae (CV) par poste.

3.3. Les rapports que doivent produire les Candidats dans le cadre de la présente mission doivent être rédigés dans la (les) langue(s) stipulée(s) dans le RPAO. Il est souhaitable que le personnel du Candidat ait une bonne connaissance pratique des langues française et anglaise;

3.4. La Proposition technique fournit les informations suivantes à l'aide des Tableaux joints (Pièce 4):

i. Une brève description du Candidat et un aperçu de son expérience récente dans le cadre de missions similaires (Tableau 4B). Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la mission, le montant du contrat et la part prise par le candidat;

ii. Toutes les observations ou suggestions éventuelles sur les Termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage (Tableau 4C);

iii. Un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission (Tableau 4D) ;

iv. La composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun de ses membres et leur calendrier (Tableau 4E) ;

v. Des curricula vitae récemment signés par le personnel spécialisé proposé et le représentant du Candidat habilité à soumettre la proposition (Tableau 4F). Parmi les informations clés doivent figurer, pour chacun, le nombre d'années d'expérience du Candidat et l'étendue des responsabilités exercées dans le cadre de diverses missions au cours des dix (10) dernières années ;

vi. Les estimations des apports de personnel (cadres et personnel d'appui, temps) nécessaire à l'accomplissement de la mission, justifiées par des diagrammes à barres indiquant le temps de travail prévu pour chaque cadre de l'équipe (Tableaux 4E) ;

vii. Une description détaillée de la méthode, de la dotation en personnel et du suivi envisagé pour la formation, si le RPAO spécifie que celle-ci constitue un élément majeur de la mission ;

viii. Toute autre information demandée dans le RPAO.

3.5 La proposition technique ne doit comporter aucune information financière.

Proposition financière.

3.6. La proposition financière doit être établie au moyen des Tableaux types (Pièce 5). Elle énumère tous les coûts afférents à la mission. Si besoin est, toutes les charges peuvent être ventilées par activité.

3.7. La proposition financière doit présenter séparément les impôts, droits (y compris cotisations de sécurité sociale), taxes et autres charges fiscales applicables en vertu de la législation en vigueur sur les candidats, les sous-traitants et leur personnel (autre que les ressortissants ou résidents permanents du Cameroun), sauf indication contraire dans le RPAO.

3.8. Les candidats libelleront les prix de leurs services dans la (les) monnaie(s) spécifiée(s) dans le RPAO.

3.9. Les commissions et primes, éventuellement réglées ou devant être réglées par les Candidats en rapport avec la mission, sont précisées dans la lettre de soumission de la Proposition financière (Section 5.A).

3.10. Le RPAO indique combien de temps les propositions doivent demeurer valides à compter de la date de soumission. Pendant cette période, les candidats doivent garder à disposition le personnel spécialisé proposé pour la mission. Le Maître d'Ouvrage fait tout son possible pour mener à bien les négociations dans ces délais. Si celui-ci souhaite prolonger la durée de validité des propositions, les Candidats qui n'y consentent pas sont en droit de refuser une telle prolongation.

4. Soumission, réception et ouverture des propositions.

4.1. L'original de la proposition doit être rédigé à l'encre indélébile. Il ne doit comporter aucun ajout entre les lignes ou surcharge sur le texte même, si ce n'est pour corriger les éventuelles erreurs du candidat lui-même, toute correction de ce type devant alors être paraphée par le (les) signataire(s) des propositions.

4.2. Un représentant habilité du candidat doit parapher toutes les pages de la proposition. Son habilitation est confirmée par une procuration écrite jointe aux propositions.

4.3. Pour chaque proposition, les candidats doivent préparer le nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO. Chaque Proposition technique et financière doit porter la mention "ORIGINAL " ou " COPIE", selon le cas. En cas de différence entre les exemplaires des propositions, c'est l'original qui fait foi.

4.4. Les candidats doivent placer l'original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le RPAO, dans une enveloppe portant la mention "DOSSIER ADMINISTRATIF", l'original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention " PROPOSITION TECHNIQUE ", et l'original et toutes les copies de la Proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention " PROPOSITION FINANCIERE " et l'avertissement " NE PAS OUVRIR EN MEME TEMPS QUE LA PROPOSITION TECHNIQUE". Les Candidats placent ensuite ces trois enveloppes dans une même enveloppe cachetée, laquelle porte l'adresse du lieu de dépôt des soumissions et les renseignements indiqués dans le RPAO, ainsi que la mention " À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

4.5. La Caution de soumission peut être saisie:

- a. Si le Soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;
- b. Si, dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché, l'attributaire du Marché ne parvient pas :
 - i. A signer le marché, ou
 - ii. A fournir le cautionnement définitif requis ;
 - iii. refuse de recevoir notification du marché.

4.6. Le dossier administratif, la proposition technique et la Proposition financière dûment établis doivent être remis à l'adresse indiquée au plus tard à la date et à l'heure figurant dans le RPAO. Toute proposition reçue après l'heure limite de soumission des propositions est retournée à l'expéditeur sans avoir été ouverte.

4.7. Dès que l'heure limite de remise des propositions est passée, les dossiers administratif et technique sont ouverts par la Commission de Passation des Marchés. La Proposition financière reste cachetée et est confiée au Président de la Commission de Passation des Marchés compétente qui la conserve jusqu'à la séance d'ouverture des propositions financières.

5- Evaluation des Propositions.

Généralités.

5.1. Les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la Sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

5.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer les propositions de la Commission des Marchés, relatives à l'évaluation et la comparaison des offres ou les décisions du Maître d'Ouvrage en vue de l'attribution d'un marché, pourra entraîner le rejet de son offre.

Evaluation des Propositions techniques.

5.3. La Sous-commission d'analyse mise en place par la Commission de Passation des Marchés évalue les propositions techniques sur la base de leur conformité aux termes de référence, à l'aide des critères d'évaluation, des sous-critères (en règle générale, pas plus de trois par critère) et du système de points spécifiés dans le RPAO. Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique (St). Une proposition est rejetée à ce stade si elle ne satisfait pas à des aspects importants des termes de référence, ou n'atteint pas le score technique minimum spécifié dans le RPAO.

5.4. A l'issue de l'évaluation de la qualité technique, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué avise les candidats dont les propositions n'ont pas obtenu la note de qualité minimum, que leurs offres n'ont pas été retenues ; leurs propositions financières leur seront donc restituées sur demande, sans avoir été ouvertes à l'issue du processus de sélection. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, dans le même temps, avise les Candidats qui ont obtenu la note de qualification minimum, et leur indique la date, l'heure et le lieu d'ouverture des propositions financières. Cette notification peut être adressée par courrier recommandé, télécopie ou courrier électronique.

Ouverture et évaluation des propositions financières et recours.

5.6. Les propositions financières sont ouvertes par la Commission de Passation des Marchés, en présence des représentants des Candidats qui désirent y assister. Le nom du candidat et les prix proposés sont lus à haute voix et consignés par écrit lors de l'ouverture des Propositions financières. Le Maître d'Ouvrage dresse un procès-verbal de la séance.

5.7. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la Commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires

5.8. En cas de recours, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué. Le recours peut être introduit auprès du Comité chargé de l'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué, au Président de la Commission de passation des marchés concerné et à l'Autorité chargée des marchés publics. Article 174 (2) du CMP

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des marchés.

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

5.9. La Sous-commission d'analyse établit si les Propositions financières sont complètes (c'est à dire si tous les éléments de la Proposition technique correspondante ont été chiffrés ; corrige toute erreur de calcul, et convertit les prix exprimés en diverses monnaies en francs CFA. Les cours de vente officiels utilisés à cet effet, fournis par la BEAC, sont ceux en vigueur à la date limite de dépôt des propositions.

L'évaluation est faite sans tenir compte des impôts, droits, taxes et autres charges fiscales tels que définis au paragraphe 3.7.

5.10. En cas de sélection qualité - coût, la proposition financière conforme la moins disante (Fm) reçoit un score financier (Sf) de 100 points. Les scores financiers (Sf) des autres Propositions financières sont calculés comme indiqué dans le RPAO. Les propositions sont classées en fonction de leurs Scores technique (St) et financier (Sf) combinés après introduction de pondérations (T étant le poids attribué à la Proposition technique et P le poids accordé à la Proposition financière ; $T + P$ étant égal à 100, comme Indiqué dans le RPAO. Le Candidat ayant obtenu le score technique et financier combiné le plus élevé est invité à des négociations.

5.11. En cas de sélection dans le cadre d'un budget déterminé, la Sous-commission d'analyse retient le Consultant ayant remis la Proposition technique la mieux classée dans les limites du budget (« prix évalué »). Les propositions dépassant ce budget sont rejetées. En cas de sélection au moindre coût, le client ou Maître d'Ouvrage retient la proposition la moins disante (« prix évalué ») parmi celles qui ont obtenu le score technique minimum requis. Dans les deux cas, le Consultant sélectionné est invité à des négociations.

6. Négociations.

6.1. Les négociations auront lieu à l'adresse indiquée dans le RPAO, entre le Maître d'Ouvrage et le candidat dont la proposition est retenue, l'objectif étant de parvenir à un accord sur tous les points et de signer un contrat.

En aucun cas des négociations ne peuvent être conduites avec plus d'un candidat à la fois. Ces négociations, qui ne doivent pas porter sur les prix unitaires, sont sanctionnées par un procès-verbal signé par les deux parties.

6.2. Les négociations comportent une discussion de la Proposition technique, de la méthodologie proposée (plan de travail), de la dotation en personnel et de toute suggestion faite par le Candidat pour améliorer les Termes de référence.

Le Maître d'Ouvrage et le candidat mettent ensuite au point les termes de référence finaux, la dotation en personnel, et les diagrammes à barres indiquant les activités, le personnel utilisé, et le temps passé sur le terrain et au siège, le temps de travail en mois, les aspects logistiques et les conditions d'établissement des rapports. Le plan de travail et les termes de référence finaux qui ont été convenus sont ensuite intégrés à la « description des services », qui fait partie du contrat. Il faut veiller tout particulièrement à obtenir du candidat retenu le maximum qu'il puisse offrir dans les limites du budget disponible, et à définir clairement les intrants que le Maître d'Ouvrage doit fournir pour assurer la bonne exécution de la mission.

6.3. Les négociations financières visent notamment à préciser (le cas échéant) les obligations fiscales du Candidat en République du Cameroun, et la manière dont elles sont prises en compte dans le contrat ; elles intègrent aussi les modifications techniques convenues au coût des services. Sauf circonstances exceptionnelles, les négociations financières ne portent ni sur les taux de rémunération du personnel (pas de décomposition de ces taux), ni sur d'autres taux unitaires quel que soit le mode de sélection.

6.4. Ayant fondé son choix du Candidat, entre autres, sur une évaluation du personnel spécialisé proposé, le Maître d'Ouvrage entend négocier le contrat sur la base des experts dont le nom figure dans la proposition. Préalablement à la négociation du contrat, le Maître d'Ouvrage exige l'assurance que ces experts soient effectivement disponibles. Elle ne prend en considération aucun remplacement de ce personnel durant les négociations, à moins que les deux parties ne conviennent que ce remplacement a été rendu inévitable par un trop grand retard du processus de sélection, ou que ces remplacements sont indispensables à la réalisation des objectifs de la mission. Si tel n'est pas le cas, et s'il est établi que le Candidat a proposé une personne clé sans s'être assuré de sa disponibilité, la société peut être disqualifiée.

6.5. Les négociations s'achèvent par un examen du projet de contrat. En conclusion des négociations, le Maître d'Ouvrage et le candidat paraphent le contrat convenu. Si les négociations échouent, le Maître d'Ouvrage invite le Candidat dont la proposition a été classée en deuxième position à des négociations.

7. Attribution du contrat.

7.1 Le contrat est signé une fois les négociations menées à bien. Le Maître d'Ouvrage attribue et publie les résultats.

7.2 Le candidat est censé commencer sa mission à la date et au lieu spécifié dans le RPAO.

8. Publication des résultats d'attribution et recours.

8.1. Le Maître d'Ouvrage communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

8.2. Le Maître d'Ouvrage est tenu de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

8.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics.

8.4. En cas de recours tel que prévu par le Code des marchés publics, il doit être adressé à l'autorité chargée des Marchés Publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué et au Président de la

Commission. Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des Résultats.

9. Confidentialité.

Aucun renseignement concernant l'évaluation des propositions et les recommandations d'attribution ne doit être communiqué aux Candidats ayant soumis une proposition ou à toute autre personne n'ayant pas qualité pour participer à la procédure de sélection, tant que l'attribution du contrat n'a pas été notifiée au Candidat gagnant.

10. Signature du marché.

10.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission Centrale de Passation des Marchés compétente pour adoption.

10.2. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché, à compter de la date de réception du projet de marché adopté par la Commission des Marchés compétente et souscrit par l'attributaire.

10.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

11. Cautionnement définitif.

11.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage, le prestataire fournira au Maître d'Ouvrage un Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

11.2. Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

11.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

11.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG.



APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° _____ /M/AONO/ARMP/CIPM/2021

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT RELATIF A LA SOUSCRIPTION
D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE GROUPE EN VUE DE LA
COUVERTURE DU PERSONNEL DE L'AGENCE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT : BUDGET ARMP EXERCICES 2021-2022

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

PIECE N° 3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES
(RPAO)

REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

1- Données Particulières du RGAO

1.1 Nom de l'Administration : **Agence de Régulation des Marchés Publics.**

Mode de sélection : Qualité – Coût

1.2 Les candidats sont invités à soumettre un dossier administratif, une proposition technique et une proposition financière comme spécifiés dans le RPAO pour la prestation des services nécessaires à la mission désignée dans les termes de référence. La proposition financière servira de base aux négociations du contrat et à terme, au contrat signé avec le candidat retenu.

L'Agence de Régulation des Marchés Publics sollicite des propositions administratives, techniques et financières en vue de la souscription d'une police d'assurance maladie groupe pour tout son personnel. Les prestations minimales attendues sont précisées dans les Termes de Référence du présent Dossier d'Appel d'Offres (Pièce N°6). Le présent Appel d'Offres est constitué d'un seul lot.

1.3 Les prestations s'étalent du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2022. Et la gestion de cette police d'assurance est assurée par STRATINNOV Sarl, courtier d'assurances.

1.4 Conférence préalable à l'établissement des propositions : Non

Nom(s), adresse(s), et numéro(s) de téléphone du/des responsable(s) de l'Administration
bénéficiaire des prestations : ARMP, BP 6604 YDE, TEL : 222 201 803, FAX : 222 206 043.

1.5 Les clauses du contrat relatives aux manœuvres frauduleuses et à la corruption sont les suivantes :

les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la commission des marchés et de la sous-commission d'analyse pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer les propositions de la commission des marchés relatives à l'évaluation et à la comparaison des offres ou les décisions de l'administration en vue de l'attribution du marché pourra entraîner le rejet de son offre.

2.1 Les candidats ont jusqu'à une date limite précisée dans le RPAO [*indiquer le nombre*] jours avant la date de soumission, pour demander des éclaircissements sur l'un des documents du DAO. Toute demande d'éclaircissement doit être formulée par écrit.

Les demandes d'éclaircissement doivent être à l'ARMP B.P 6 604 Yaoundé-Cameroun-Tel : 222 201 803/222 200 008/222 200 009.

3.1 Les propositions doivent être soumises en français ou en anglais.

L'enveloppe A (pièces administratives) le dossier administratif contiendra les documents ci-après en original ou copies datant de moins de trois (03) mois certifiées conformes par le service émetteur ou par une autorité administrative compétente :

- a) Un acte authentique donnant pouvoir au signataire d'engager avec toutes conséquences de droit la société pour laquelle la soumission est présentée ;
- b) Une fiche de renseignements (raison sociale, noms, prénoms et fonction des dirigeants) ;
- c) Un agrément pour les branches 2 et 18 de la classification des assurances de la CIMA, délivré par le Ministre en charge des Finances ;
- d) Une copie certifiée par le MINFI de l'adhésion à la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA) ;
- e) Une attestation de NON REDEVANCE certifiant qu'il a effectué la ou les déclaration(s) réglementaire(s) en matière d'impôts ;
- f) Une attestation de non faillite délivrée par le Greffe du Tribunal de Première Instance du domicile ;
- g) Une attestation signée du Directeur Général de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) ou d'un de ses représentants dûment mandatés, certifiant qu'il a effectivement versé à la CNPS les sommes dont il est redevable ;
- h) Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire délivrée par une banque agréée par le Ministre en charge des Finances ;
- i) Le cahier des clauses administratives particulières paraphé à chaque page et les TDR paraphés et signés à chaque page;
- j) Un reçu de paiement des frais de DAO de 150 000 FCFA;
- k) Un Certificat de Non-Exclusion des marchés publics délivrés par l'ARMP ;
- l) Une caution de soumission d'un montant de quatre million cinq cent mille (4.500.000) Franc CFA Francs CFA délivrée par un établissement bancaire ou une compagnie d'assurance *autre que celle du soumissionnaire* agréé par le Ministre en charge des Finances.

3.2 L'enveloppe B (Offre technique) contiendra les documents ci - après :

- 1) le projet de marché paraphé à chaque page par le soumissionnaire, avec date, signature et cachet à la dernière page du marché ;
- 2) les références professionnelles suivant les modèles joints en annexe I (formulaires types pour les propositions techniques) :

3) la note méthodologique qui devra fournir les informations suivantes, ainsi que tous renseignements additionnels :

- Une description détaillée des prestations à fournir, notamment :
 - Les conditions générales et particulières du contrat que le soumissionnaire se propose d'offrir à l'ARMP en vue de la couverture de l'ensemble du personnel ;
 - Les copies des conventions signées avec les partenaires techniques étrangers, les laboratoires, les formations hospitalières, les pharmacies et les opticiens à Yaoundé, Douala, Bamenda, Buea, Bertoua, Ebolowa, Bafoussam, Ngaoundéré, Garoua et Maroua;
 - Les modalités de mise en jeu de la garantie (constitution du dossier de remboursement – délai de remise des pièces – exclusions – délai de remboursement – système de remboursement – prise en charge par le système de Tiers payant – mécanisme de fonctionnement de la garantie hors du Cameroun);
 - Les modalités de paiement des primes d'assurance ;
 - Les garanties offertes en cas d'évacuation sanitaire ;
 - Le barème des soins au Cameroun et à l'étranger (préciser les pays concernés) ;
 - Les modalités de mise en œuvre de l'assistance.
 - Un aperçu de l'expérience récemment acquise dans le cadre de prestations d'une nature analogue. Le soumissionnaire joindra notamment à sa proposition les copies des conventions signées avec les laboratoires, les établissements hospitaliers, les pharmacies et les opticiens à Yaoundé, Douala, Bamenda, Bafoussam, Buea, Bertoua, Ngaoundéré, Garoua et Maroua.
 - Toutes observations ou suggestions sur les prestations dans le cadre d'une gestion personnalisée, que le soumissionnaire se propose de fournir.
- 4) Les états C1, CEG, C4 et C11 dûment certifiés par les services compétents du MINFI pour chacun des exercices 2017, 2018 et 2019.

En établissant la proposition technique, une attention particulière devra être prêtée aux considérations suivantes :

Il n'est pas prévu d'association de compagnies en vue de fournir les services requis dans le cadre du présent Appel d'Offres ;

La sous-traitance dans l'exécution de tout ou d'une partie de la mission n'est pas autorisée ;

3.6 L'enveloppe C (offre financière) contiendra les documents ci-après :

- 1) la soumission sur papier timbrée au tarif en vigueur;
- 2) Le bordereau des prix unitaires ;
- 3) Le cadre du détail estimatif.

La proposition financière doit comporter notamment :

- Les modalités de paiement et les montants des primes d'assurance :
- Prime pour les cadres ;
- Prime pour les agents de maîtrise ;
- Prime pour les agents d'exécution ;

- Une évaluation du montant de la prime totale annuelle.

Les offres seront établies en sept (07) exemplaires, un original (01) et six copies (06) marquées comme telles et rédigées en français ou en anglais. Elles devront être chiffrées en francs CFA (FCFA) et faire ressortir notamment les montants :

- AIR (Acompte sur Impôt sur le Revenu) (2,2%HT)
- NAP (Net à payer) (HT-AIR)

Impôts : Réglementation en vigueur.

-- 3.3 Langue(s) de rédaction des rapports afférents à la mission : Français ou anglais.

3.10 Les propositions doivent demeurer valides quatre-vingt-dix (90) jours après la date de soumission.

4.1 Adresse de soumission des propositions : ARMP, BP 6604 YDE, TEL : 222 201 803, FAX : 222 206 043

Renseignements à ajouter sur l'enveloppe extérieure :

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert
N° _____/M/AONO/PR/MINMAP/CCC/SPI/ARMP/CIPM/2021
du _____ pour la souscription d'une police d'assurance maladie groupe et
assistance en vue de la couverture du personnel de l'Agence de Régulation des Marchés
Publics.
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

4.2 Le Dossier Administratif et les propositions techniques et financières doivent être soumises au plus tard le _____ à _____ heure locale, à l'Agence de Régulation des Marchés Publics au Service des Marchés sis au 4^{ème} étage porte N°6039 de l'immeuble siège de l'ARMP à Mballa II Yaoundé.

4.6 Les dossiers administratifs et les propositions techniques seront ouverts par la Commission interne de Passation des Marchés le _____ à partir de _____, heure locale, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

5.1 Tout complément d'information à l'Administration doit être envoyé à l'adresse suivante : à l'ARMP B.P 6 604 Yaoundé-Cameroun-Tel : 222 201 803/222 200 008/222 200 009.

Le nombre de points attribués pour chaque critère et sous critère d'évaluation est le suivant : (valeurs indicatives)

Critères	Notation
• Présentation générale de l'offre	3
• Références Générales du Soumissionnaire	4
• Références spécifiques du soumissionnaire dans les risques similaires au cours des trois dernières années	10
• Description détaillée des garanties offertes	12
• Modalités de mise en jeu de la garantie	12
• Couverture des engagements réglementés	24
• Couverture de la marge de solvabilité	20
• Cadence de règlement des sinistres au cours (dans la branche considérée) des cinq dernières années ou pour la durée d'existence pour les compagnies de moins de 5 ans d'âge	10
• Couverture des soins à l'étranger avec des traités de réassurance dans la branche considérée	5

Critères éliminatoires :

- 1) note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- 2) absence de l'agrément CIMA dans les branches concernées ;
- 3) absence de la caution de soumission ;
- 4) absence définitive d'une pièce administrative conforme après un délai de 48 heures ;
- 5) fausse déclaration, falsification ou substitution des documents ;
- 6) absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- 7) toute compagnie ayant fait l'objet d'une exclusion dans la commande publique pour prestations non exécutées ou pour défaillance dans les deux dernières années
- 8) absence de bureaux directs ou toute autre représentation dans plus de quatre (04) régions du Cameroun
- 9) offre financière anormalement basse

Après avoir établi que les propositions financières sont complètes et dépourvues d'erreurs de calcul, la proposition financière la moins disante recevra un score financier (Sf) de 100 points.

Pour le calcul des autres scores financiers, la formule suivante sera utilisée :

$$Sf = 100 \times Fm/F$$

Sf étant le score financier, Fm la proposition la moins disante et F le montant de la proposition considérée.

La note (Ng) est égale à : $Ng = 80 * \text{note technique} + 20 * \text{Score financier}$

5.4 Grille de notation détaillée des offres techniques.

La comparaison des offres se fera sur la base des sous critères de notation détaillés des offres ci-après :

Critères	Notation
I. Présentation générale de l'offre : 03 points	
• Agencement par rapport aux stipulations du RPAO	1
• Reliure	1
• Lisibilité	1
II. Références Générales du Soumissionnaire : 04 points	
• Ancienneté: 01 point	
- Supérieur ou égale à 5 ans d'existence	1

<ul style="list-style-type: none"> - Entre 2 et 5 ans d'existence - Moins de 02 ans • Représentativité territoriale au Cameroun (justifiée par bureau direct, médecin conseil, centre de soins conventionné): 02 points - Dans plus de 08 régions - Entre 05 et 08 régions - Moins de 05 régions • Chiffres d'affaires de la compagnie : 01 point <ul style="list-style-type: none"> o Plus de 05 milliards o Entre 2 et 5 milliards o Moins de 2 milliards <p>Produire agrément, ou contrat ancienneté, patente bureaux directs 2019, CEG</p>	0,5 0 2 0,5 0 1 0,5 0
<p>III. Références spécifiques du soumissionnaire dans les risques similaires au cours des trois dernières années : 10 points</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le chiffre d'affaires spécifiques de la branche considérée (<i>Accidents Corporels et maladie</i>) : 5 points <ul style="list-style-type: none"> o Plus de 01 milliard o Entre 0,5 et 01 milliard o Entre 200 millions et 500 millions o Moins de 200 millions • Nombre de polices d'assurance émises dans la branche : 05 points - Nb ≥ 10 - 5 ≤ Nb < 10 - 0 < Nb < 5 - Nb = 0 	5 3 1 0 5 3 1 0
<p>IV. Description détaillée des garanties offertes : 12 points</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compréhension des TDR et suggestions : 04 points - Plus de deux suggestions - Moins de deux suggestions • Garanties et plafonds : 04 points - Conformes au DAO - Non conformes • Exclusions et déchéances : 02 points - Pas d'exclusions et déchéances - Exclusions et déchéances réglementaires - Autres Exclusions et déchéances • Franchises : 02 points - Avec franchise - Sans franchise <p>Voir Conditions particulières proposées</p>	4 0 4 0 2 1 0 0 2
<p>V. Modalités de mise en jeu de la garantie : 12 points</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au plus 4 pièces : 04 points - Entre 5 et 6: 2 points - Plus de 6 pièces: 0 	4 2 0

<ul style="list-style-type: none"> • Délai de traitement : 04 points <ul style="list-style-type: none"> - Plus 14 jours 0 - Entre 8 et 14 jours 2 - Au plus 7 jours 4 • Modalités de paiement : 02 points <ul style="list-style-type: none"> - Cheque et paiement électronique 2 - Autre paiement 0 • Autres facilités accordées : 02 points <ul style="list-style-type: none"> - Plus de 02 facilités 2 - Entre 01 et 02 facilités 1 - Moins de 01 facilité 0 	
VI. Couverture des engagements réglementés : 24 points <ul style="list-style-type: none"> • Moyenne Cer > 200 24 • 150 = < Moyenne Cer = < 200 15 • 110 = < Moyenne Cer < 150 10 • Moyenne Cer < 110 5 <p>Cer = taux de couverture des engagements réglementés (Voir Etats C4 2017, 2018 et 2019)</p>	
VII. Couverture de la marge de solvabilité : 20 points <ul style="list-style-type: none"> • Moyenne Cms > 250 20 • 150 = < Moyenne Cms = < 250 15 • 110 = Moyenne < Cms < 150 10 • Moyenne Cms < 110 5 <p>Cms = taux de couverture de la marge de solvabilité (Voir Etats C11 2017, 2018 et 2019)</p>	
VIII. Cadence de règlement des sinistres au cours (dans la branche considérée) des cinq dernières années ou pour la durée d'existence pour les compagnies de moins de 5 ans d'âge : 10 points <p> $Ni = (CRSi / CRS) * Nmax$ CRS = moyenne de la cadence de règlement des sinistres la plus élevée au cours de la période Nmax = Note de la rubrique CRSi = moyenne de la cadence de règlement des sinistres du soumissionnaire i Ni = Note du prestataire i (voir état C10.b tableau D) </p>	
IX. Couverture des Soins à l'Etranger avec des traités de réassurance dans la branche considérée : 05 points <ul style="list-style-type: none"> • Traités en cours de validité (copie première et dernière page plus attestation de réassurance) : 03 pts <ul style="list-style-type: none"> ○ Au moins 03 traités 3 pts ○ Moins de 3 traités 0 pt • Capacité du traité : 02 points <ul style="list-style-type: none"> ○ Au moins 2 milliards: 2 pts ○ Moins de 2 milliards: 0 pt 	

6.1 Les négociations ont lieu à l'adresse suivante : **ARMP, BP 6604 YDE, TEL : 222 201 803, FAX : 222 206 043**

7.1 Le début de la mission est prévue pour le 1^{er} janvier 2021 dès minuit une minute dans les dix (10) régions où les personnels de l'ARMP se retrouvent.



APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° _____/AONO/PR/MINMAP/CCC/SPI/ARMP/CIPM/2021

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT RELATIF A LA SOUSCRIPTION
D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE GROUPE ET ASSISTANCE EN
VUE DE LA COUVERTURE DU PERSONNEL DE L'AGENCE DE
REGULATION DES MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT : ARMP EXERCICES 2021-2022

PIECE N° 4 : Proposition technique

RECAPITULATIF

4A. Lettre de soumission de la Proposition Technique.

4B. Références du Candidat.

4C. Observations et suggestions du Candidat sur les termes de référence et sur les données, services et installations devant être fournis par le Maître d’Ouvrage.

4D. Descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés.

4E. Modèle de Curriculum Vitae (CV) pour le personnel spécialisé proposé.

4F. Calendrier des activités (programme de travail)

4A. Lettre de soumission de la proposition technique.

[Lieu, date]

A : MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services, à titre de prestataire, pour la souscription d'une assurance maladie groupe en vue de la couverture du personnel de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) conformément à votre Dossier d'Appel d'Offres en date du *[date]* et à notre proposition. Nous vous soumettons par les présentes notre Proposition Technique.

Si les négociations ont lieu pendant la période de validité de la proposition, c'est-à-dire avant le *[date]*, nous nous engageons à négocier sur la base du personnel proposé ici. Notre proposition a pour nous force obligatoire, sous réserve des modifications résultant de la négociation du contrat.

Nous savons que vous n'êtes tenue/tenu d'accepter aucune des propositions reçues.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité :

Nom et titre du signataire :

Nom du Candidat :

Adresse :

4B. Références du Candidat.

Services rendus pendant les trois (03) dernières années qui illustrent le mieux vos qualifications.

A l'aide du formulaire ci-dessous, indiquez les renseignements demandés pour chaque prestation pertinente que votre société/organisme a obtenue par contrat, soit en tant que seule société, soit comme l'un des principaux partenaires d'un groupement.

Nom de la prestation :		Pays :
Lieu :		Personnel spécialisé fourni par votre société/organisme (profils) :
Nom du Client :		Nombre d'employés ayant participé à la prestation :
Adresse :		Nombre de mois de travail ;
Délai :		durée de la prestation :
Date de démarrage : (mois/année)	Date d'achèvement : (mois/année)	Valeur approximative des services (en francs CFA HT) :
Nom des prestataires associés/partenaires éventuels :		Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les prestataires associés :
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :		
Descriptif du projet :		
Description des services effectivement rendus par votre personnel :		

Nom du candidat : _____

Produire justificatifs (photocopies conformes de la première page et la dernière page de signatures des deux parties) et /ou procès-verbal de réception

4C. Observations et suggestions du consultant sur les Termes de Référence et sur les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage.

Sur les Termes de Référence :

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.

Sur les données et services.

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.

4D. Descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés.

1. Personnel technique/de gestion

Noms	Postes	Attributions

2. Personnel d'appui (siège et local)

Noms	Postes	Attributions

4E. Modèle de Curriculum Vitae (CV) du personnel spécialisé proposé.

Poste :
Nom du Candidat :
Nom de l'employé :
Profession :
Diplômes :
Date de naissance :
Nombre d'années d'emploi par le Candidat : Nationalité :
Affiliation à des associations/groupements professionnels :
Attributions spécifiques :

Principales qualifications :

[En une demi-page environ, donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus utiles à ses attributions dans le cadre du service. Indiquer le niveau des responsabilités exercées par lui/elle lors de la prestation antérieure, en précisant la date et le lieu.]

.....

Formation :

[En un quart de page environ, résumer les études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou structures fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes ou attestations obtenus.]

Pièces Annexes :

- Copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé
 - Attestation de service datant de moins de trois
 - Attestation de disponibilité
-

Expérience professionnelle :

[En deux pages environ, dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieu de travail. Pour les trois dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée et le cas échéant, le nom de clients susceptibles de fournir des références.]

.....

Connaissances informatiques :

[Indiquer, le niveau de connaissance]

.....

Langues :

[Indiquer, pour chacune, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/ bon/excellent, en ce qui concerne la langue lue/écrite/ parlée.]

.....

Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

.....Date :

[Signature de l'employé et du représentant habilité]

Jour/mois/année

Nom de l'employé :

Nom du représentant habilité :

4F. Calendrier des activités (programme de travail).

A. Préciser la nature de l'activité

	Mois à compter du début de la mission												
	1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10.	11.	12.	
Activité (<i>tâche</i>)													

PIECE N° 5 :

PROPOSITION FINANCIERE TABLEAUX TYPES

Récapitulatif des tableaux types.

- 5.A. Lettre de soumission de la proposition financière *pour les marchés à paiement par prix forfaitaires*
- 5. B. Cadre du Bordereau des prix unitaires
- 5. C. Cadre du détail estimatif
- 5. D. Cadre du sous détail des prix unitaires

5. A. Lettre de soumission de la proposition financière.

[Lieu, date]

A : *[Nom et adresse de l'Autorité Contractante]*

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services, à titre de Prestataire, pour la souscription d'une assurance maladie groupe en vue de la couverture du personnel de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) conformément à votre Avis d'Appel d'Offres n° *[à indiquer]* en date du *[date]* et à notre Proposition (nos Propositions technique et financière).

Vous trouverez ci-joint notre Proposition financière qui s'élève à *[montant en lettres et en chiffres et la clef de répartition francs CFA/devise, le cas échéant]*. Ce montant net d'impôts, de droits et de taxes, que nous avons estimé par ailleurs à *[montant(s) en lettres et en chiffres]*.

Notre Proposition financière a pour nous force obligatoire, sous réserve des modifications résultant de la négociation du Contrat, jusqu'à l'expiration du délai de validité de la Proposition, c'est-à-dire jusqu'au *[date]*.

Nous savons que vous n'êtes tenue/tenu d'accepter aucune des propositions reçues.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité :

Nom et titre du signataire :

Nom du Candidat :

Adresse :

5.B. CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N° D'ordre	Désignation	Unité (personne)	Prix en chiffres et en lettre FCFA HT
1	Cadres		
1.1	Soins au Cameroun Adultes		
1.2	Soins au Cameroun Enfants		
1.3	Evacuation sanitaire, soins à l'étranger, Rapatriement des corps		
1.4	Assistance		
1.5	Frais funéraires Adultes		
1.6	Frais funéraires Enfants		
2	Agents de maîtrise		
2.1	Soins au Cameroun Adultes		
2.2	Soins au Cameroun Enfants		
2.3	Evacuation sanitaire, soins à l'étranger, Rapatriement des corps		
2.4	Assistance		
2.5	Frais funéraires Adultes		
2.6	Frais funéraires Enfants		
3	Agents d'exécution		
3.1	Soins au Cameroun Adultes		
3.2	Soins au Cameroun Enfants		
3.3	Evacuation sanitaire, soins à l'étranger, Rapatriement des corps		
3.4	Assistance		
3.5	Frais funéraires Adultes		
3.6	Frais funéraires Enfants		
4	Accessoires		

5.C- CADRE DU DETAIL ESTIMATIF

N° D'ordre	Désignation	Quantité	Prix Unitaire En FCFA H.T.	MONTANT TOTAL En FCFA H.T
1	<u>Cadres</u>			
1.1	Soins au Cameroun Adultes :	190		
1.2	Soins au Cameroun Enfants :	304		
1.3	Evacuation sanitaire, soins à l'étranger, Rapatriement des corps :	494		
1.4	Assistance :	494		
1.5	Frais funéraires Adultes :	190		
1.6	Frais funéraires Enfants :	304		
2	<u>Agents de maîtrise</u>			
2.1	Soins au Cameroun Adultes :	321		
2.2	Soins au Cameroun Enfants :	351		
2.3	Evacuation sanitaire, soins à l'étranger, Rapatriement des corps :	672		
2.4	Assistance :	672		
2.5	Frais funéraires Adultes :	321		
2.6	Frais funéraires Enfants :	351		
3	<u>Agents d'exécution</u>			
3.1	Soins au Cameroun Adultes :	112		
3.2	Soins au Cameroun Enfants :	195		
3.3	Evacuation sanitaire, soins à l'étranger, Rapatriement des corps :	307		
3.4	Assistance :	307		
3.5	Frais funéraires Adultes :	112		
3.6	Frais funéraires Enfants :	195		
	Accessoires :	1		
		A	Total	
		B	AIR (5,5 %)	
		C	NAP (A-B)	
		TOTAL TTC (A+B)		

N.B : seul les employés sont concernés par les rubriques : 1.3, 1.4, 2.3, 2.4, 3.3 et 3.4

5.D Cadre du sous-détail des prix unitaires

1. Aux prix unitaires élémentaires (cf. 5B, 5C) ;
2. A la décomposition des prix unitaires.

PIECE N° 6 : Termes de Référence (Descriptif des Services)

A- CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent DAO portent sur l'assurance maladie du personnel de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

La gestion de cette police d'assurance est assurée par STRATINNOV Sarl, courtier d'assurances, B.P 24218 Douala.

a) Garanties souscrites :

Doivent être pris en charge

- Les frais de consultations et visites médicales ;
- les frais pharmaceutiques;
- les frais d'analyses médicales;
- les frais d'hospitalisation au Cameroun et dans le reste du monde;
- les frais ophtalmologiques ;
- les frais des actes des spécialistes, de radiologie, Chirurgie, vaccination, électrothérapie, physiothérapie, ostéopathie, ergothérapie scanner IRM, le scanner, le diabète, le sida, le paludisme, les dialyses ;
- les prothèses et les massages, lorsqu'ils sont prescrits médicalement ;
- les frais de rééducation, de kinésithérapie et de séjour en sanatorium et préventorium ;
- les frais de lunetterie ;
- les frais de dentisterie ;
- les frais de maternité;
- assistance soins à l'étranger.

b) Taux de remboursement et etendue territoriale :

Collège	Taux de remboursement	Etendue territoriale
Groupe 1- DG & Famille	100%	Cameroun & Etranger
Groupe 2- CADRES & Famille	95%	Assuré : Cameroun & Etranger Famille : Cameroun & Afrique
Groupe 3- Agents de Maitrice & Famille	90%	Cameroun uniquement
Groupe 4- Agents d'exécution & Famille	85%	Cameroun uniquement

c) Transfert du malade :

L'assureur s'engagera à prendre en charge les frais de transfert de l'assuré malade, à la demande du médecin traitant d'un centre hospitalier vers un autre plus performant sur le territoire camerounais. Cette garantie est plafonnée à Francs un million (1 000 000) par transfert.

d) Frais de canne :

En cas de rééducation nécessitant une canne anglaise ou une béquille, le cocontractant devra, en cas de prescription médicale pendra en charge cet outil. Plafond de la garantie : de Deux cent mille (200 000) CFA.

e) Chaise roulante:

En cas de paralysie totale ou partielle suite à une maladie ou un accident nécessitant la fourniture d'une chaise roulante à domicile pour l'assuré le Cocontractant devra la lui fournir. Cette garantie sera plafonnée à Francs cinq cent mille (500 000) CFA.

Les autres prestations sont contenues dans les tableaux suivants comportant les différents barèmes.

GROUPE 1 : DG ET FAMILLE

NATURE DES PRESTATIONS	TAUX DE REMBOURSEMENT	PLAFOND
SOINS AMBULATOIRES ET HOSPITALIERS	TOUS ETABLISSEMENT	EN FCFA MAXIMUM A PRECISER PAR LE SOUMISSIONNAIRE
Consultation / Divers	100%	
Consultation généraliste		
Consultation généraliste Urgence/Garde/Nuit/Visite		
Consultation spécialiste		
Consultation spécialiste Urgence/Garde/Nuit/Visite		
Frais pharmaceutiques et produits		
Imagerie diagnostique		
Analyses biologiques		
Auxiliaires médicaux		
Petite chirurgie / soins		
DENTISTERIE		
Soins conservateurs	100%	
Prothèse dentaire		
D/K		
HOSPITALISATION		
Hébergement par jour	100%	
Frais de traitement médicaux et chirurgicaux		
K chirurgical		
MATERNITE		
Frais pré & post nats	Forfait	
Par accouchement simple		150 000
Par accouchement multiple		
Par accouchement chirurgical compliqué		
Par accouchement chirurgical > 10 jours (traité comme hospitalisation)		
OPTIQUE		
Verres et montures	100%	
Directeur général et famille	Capital	
Etranger		
Plafond annuel au Cameroun		10 00 0000
Plafond annuel à l'étranger porté à		20 000 000

GROUPE 2 : RESTE DU PERSONNEL ET FAMILLES

NATURE DES PRESTATIONS	TAUX DE REMBOURSEMENT	PLAFOND
SOINS AMBULATOIRES ET HOSPITALIERS	TOUS ETABLISSEMENT	EN FCFA A PRECISER PAR LE SOUMISSIONNAIRE
Consultation / Divers	Cadres =95% Agent de Maîtrise =90% Agent d'exécution =85%	
Consultation généraliste		
Consultation généraliste Urgence/Garde/Nuit/Visite		
Consultation spécialiste		
Consultation spécialiste Urgence/Garde/Nuit/Visite		
Frais pharmaceutiques et produits		
Imagerie diagnostique		
Analyses biologiques		
Auxiliaires médicaux		
Petite chirurgie / soins		
DENTISTERIE		
Soins conservateurs	Cadres =95% Agent de Maîtrise =90% Agent d'exécution =85%	
Prothèse dentaire		
D/K		
HOSPITALISATION		
Hébergement par jour	Cadres =95% Agent de Maîtrise =90% Agent d'exécution =85%	
Frais de traitement médicaux et chirurgicaux		
K chirurgical		
MATERNITE		
Frais pré & post nats	Forfait	
Par accouchement simple		
Par accouchement multiple		
Par accouchement chirurgical compliqué		
Par accouchement chirurgical > 10 jours (traité comme hospitalisation)		
OPTIQUE		
Verres et montures	Cadres =95% Agent de Maîtrise =90% Agent d'exécution =85%	
Cadres	Capital	
Agents de maîtrise		
Agents d'exécution		
Etranger		
Plafond annuel par famille au Cameroun		5 000 000
Plafond annuel par famille CADRES à l'étranger porté à		20 000 000

B- SITUATION DU PERSONNEL

N°	Groupe de Personnes	Désignation	Personnel	conjoint	Enfants	TOTAL
1	Groupe 1	DG	01	01	02	04
2	Groupe 2	Cadres	108	80	302	490
		Agents de maîtrise	211	110	351	672
		Agents d'exécution	78	34	195	307
TOTAL			398	225	850	1 473

C. Variation des effectifs.

En cas de variation des effectifs initiaux de cinq pourcent (5%) en plus ou en moins, le montant du marché de base reste inchangé. Au-delà de ce seuil, le montant du marché de base subira par voie d'avenant un changement en plus ou en moins, au prorata du pourcentage de la variation de la population assurée.



APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° _____/AONO/PR/MINMAP/CCC/SPI/ARMP/CIPM/2021

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT RELATIF A LA SOUSCRIPTION
D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE GROUPE ET ASSISTANCE EN
VUE DE LA COUVERTURE DU PERSONNEL DE L'AGENCE DE
REGULATION DES MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT : BARMP EXERCICES 2021-2022

PIECE N° 7 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)



MARCHE N° _____/M/AONO/PR/MINMAP/CCC/SPI/ARMP/CIPM/2021
Passé après Appel d'Offres National Ouvert
N° _____/AONO/PR/MINMAP/CCC/SPI/ARMP/CIPM/2021

Pour la couverture du personnel de l'ARMP par une police d'assurance maladie groupe et assistance

MAITRE D'OUVRAGE : Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)

TITULAIRE DU MARCHE :

OBJET DU MARCHE : SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE GROUPE ET ASSISTANCE DU PERSONNEL DE L'ARMP

LIEU D'EXECUTION : AU CAMEROUN ET A L'ETRANGER

DUREE DE COUVERTURE : 36 MOIS

DATE D'EFFET :

DATE D'ECHEANCE :

MONTANT : _____FCFA TTC, soit _____FCFA HT

Tranche ferme : 12 mois

1^{ère} Tranche conditionnelle : 12 mois

2^{ème} Tranche conditionnelle : 12 mois

FINANCEMENT : BUDGET ARMP EXERCICES 2021-2022

IMPUTATION :

SOUSCRIT LE _____
SIGNE, LE _____
NOTIFIE, LE _____
ENREGISTRE, LE _____

ENTRE :

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS,
CI- APRES DENOMME :

«L'AUTORITE CONTRACTANTE»

D'UNE PART

ET :

LA SOCIETE

Dont le Siège Social est situé à

Représentée par son Directeur Général, Monsieur

Ci-après dénommée « LE PRESTATAIRE »

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE		
CHAPITRE I: GENERALITES		55-57
ARTICLE 1 ^{er}	OBJET DU MARCHÉ	55
ARTICLE 2	CONSISTANCE DES PRESTATIONS	55
ARTICLE 3	PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	55
ARTICLE 4	DEFINITIONS ET ATTRIBUTIONS	55
ARTICLE 5	LANGUE, LOI ET REGLEMENTATION APPLICABLES	55
ARTICLE 6	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	55-56
ARTICLE 7	TEXTES GENERAUX APPLICABLES	56
ARTICLE 8	COMMUNICATION	56-57
ARTICLE 9	ORDRES DE SERVICE	57
CHAPITRE II: CLAUSES FINANCIERES		57-59
ARTICLE 10	GARANTIES ET CAUTIONS	57
ARTICLE 11	MONTANT DU MARCHÉ	57-58
ARTICLE 12	LIEU ET MODE DE PAYEMENT	58
ARTICLE 13	VARIATION DES PRIX	58
ARTICLE 14	FORMULE DE REVISION DES PRIX	58
ARTICLE 15	FORMULE D'ACTUALISATION DES PRIX	58
ARTICLE 16	AVANCES	58
ARTICLE 17	REGLEMENT DES PRESTATIONS	58
ARTICLE 18	INTERETS MORATOIRES	58
ARTICLE 19	PENALITES DE RETARD	58
ARTICLE 20	DECOMPTE FINAL	58
ARTICLE 21	DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF	59
ARTICLE 22	REGIME FISCALE ET DOUANIER	59
ARTICLE 23	TIMBRES ET ENREGISTREMENT DU MARCHÉ	59
CHAPITRE III: EXECUTION DES PRESTATIONS		59-60
ARTICLE 24	DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ	59
ARTICLE 25	OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE	59-60
ARTICLE 26	OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	60
ARTICLE 27	ASSURANCES	60
ARTICLE 28	PROGRAMME D'EXECUTION	60
ARTICLE 29	AGREMENT DU PERSONNEL	60
ARTICLE 30	SOUS TRAITANCE	60
CHAPITRE IV : DE LA RECETTE		60
ARTICLE 31	COMMISSION DE SUIVI ET RECETTE	60
ARTICLE 32	RECETTE DES PRESTATIONS	60
CHAPITRE V: DISPOSITIONS DIVERSES		60-61
ARTICLE 33	CAS DE FORCE MAJEURE	60-61
ARTICLE 34	RESILIATION DU MARCHÉ	61
ARTICLE 35	DIFFERENDS ET LITIGES	61
ARTICLE 36	EDITION ET DIFFUSION DU PRESENT MARCHÉ	61
ARTICLE 37 ET DERNIER	ENTREE EN VIGUEUR DU MARCHÉ	61

CHAPITRE I : GENERALITES

ARTICLE 1^{ER} _ OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la couverture d'une police d'assurance maladie, évacuation sanitaire – assistance aux agents de l'Agence de Régulation des Marchés Publics et leurs conjoints légitimes et aux enfants individuellement et nommément désignés dans le contrat.

ARTICLE 2 _ CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché consistent à la prise en charge ou remboursement aux bénéficiaires des frais et soins médicaux exposés à la suite d'une maladie ou d'un accident sous réserve des limitations et exclusions énumérées dans ce Marché.

La gestion de cette police d'assurance est assurée par STRATINNOV Sarl, courtier d'assurances, B.P 24218 Douala.

ARTICLE 3 _ PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé après Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence.

ARTICLE 4 _ DEFINITIONS ET ATTRIBUTIONS (CCAG Article 2 complété)

3.1 Définitions générales.

- le Maître d'Ouvrage désigné est le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP),
- Le Directeur de l'Administration et des Finances est le Chef Service du Marché ;
- Le sous-directeur des Affaires Communes est l'Ingénieur du Marché;
- Assure(s) désigne l'ensemble des personnels de l'Agence de Régulation des Marchés Publics;
- Prestataire désigne le titulaire du Marché;
- Accident désigne tout dommage causé à autrui du fait de la mise en circulation des véhicules terrestres à moteur appartenant au parc automobile de l'ARMP.

3.2 Nantissement.

- L'Autorité chargée de l'ordonnancement est le Directeur de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
 - L'Autorité chargée de la liquidation des dépenses est le Chef de Service du Marché ;
 - Le Responsable chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'ARMP;
- Les Responsables compétents pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché sont le Chef de Service du Marché et l'Ingénieur du Marché.

ARTICLE 5 _ LANGUE, LOI ET REGLEMENTATION APPLICABLE

5.1 La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

5.2 Le Cocontractant s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché. Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en

vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

ARTICLE 6 _ PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE (CCAG Article 8)

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

1. La lettre de soumission ou l'acte d'engagement;
2. La soumission du prestataire et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives Particulières et aux termes de références finalisés ou description des services ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Les termes de références ou description des services ;
5. Les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité : les bordereaux des prix unitaires ; l'état des prix forfaitaires ; le détail ou le devis estimatif ; la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous-détail des prix unitaires ;
6. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de services et de prestations intellectuelles mis en vigueur par arrêté N° 033 du 13 février 2007.

ARTICLE 7 _ TEXTES GENERAUX APPLICABLES (CCAG COMPLETE)

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

Sous réserve du respect des clauses de la présente convention et de la réglementation en vigueur, les parties contractantes sont soumises aux textes généraux suivants :

1. le Code des Assurances (Code CIMA) ;
2. la loi n°2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements Publics modifiant la loi n°99/016 du 22 décembre 1999;
3. la loi n°2019-23 du 24 décembre 2019 portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020 ;
4. le décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics modifié et complété par le décret n°2012/076 du 08 Mars 2012 ;
5. le décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du Régime Fiscal et Douanier des Marchés Publics;
6. Le décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
7. 4. Le décret n° 2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
8. la circulaire n°003/CAB/PM du 18 avril 2008 relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des Marchés Publics ;
9. la circulaire n°002/CAB/PM du 31 janvier 2011 relative à l'amélioration de la Performance dans le système de marchés publics ;
10. la circulaire n°001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et contrôle des Marchés Publics ;

11. La circulaire N°00008349/C/MINFI du 30 décembre 2019 portant instruction relative à l'exécution des lois de Finance, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2020 ;
15. d'autres textes spécifiques au domaine des assurances.

ARTICLE 8 _ COMMUNICATION

Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent Marché devront être faites aux adresses suivantes :

a. Dans le cas où le Cocontractant est le destinataire:

- Monsieur

. Passé le délai de quinze (15) jours fixé à l'article 6.1. du CCAG pour faire connaître au Chef de Service son domicile, et dès achèvement des prestations, les correspondances seront valablement adressées à la Mairie de Yaoundé ____ dont relève les prestations.

b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire :

Monsieur le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de Service et à l'Ingénieur le cas échéant.

ARTICLE 9 _ ORDRES DE SERVICE

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

- 8.1** L'ordre de service de commencer les prestations est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié à l'Assureur par le Chef de Service du marché avec copie à l'Ingénieur du marché, et à l'Organisme Payeur le cas échéant.
- 8.2** Sur proposition du Chef de Service, les ordres de service à incidence financière ou susceptibles de modifier les délais ou l'objectif seront signés par Maître d'Ouvrage et notifié à l'Assureur par ses Services avec copie au Maître d'Ouvrage, au Chef de Service, et à l'Ingénieur.
- 8.3** Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations et sans incidence financière seront directement signés par le Chef de Service et notifié à l'Ingénieur.
- 8.4** Les ordres de service valant mise en demeure sont signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service ou l'Ingénieur avec copie au Maître d'Ouvrage.
- 8.5** Les ordres de service de suspension et de reprise de la couverture, pour cause de force majeure, seront signés par Maître d'Ouvrage et notifiés par les Services de ce dernier à l'Assureur avec copie au Maître d'Ouvrage, au Chef de Service, à l'Ingénieur.

- 8.6** L'Assureur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'assureur d'exécuter les ordres de service à lui notifiés.

CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 10 _ GARANTIES ET CAUTIONS

10.1 Cautionnement définitif.

Conformément au Code des Marchés Publics, il n'est pas prévu de cautionnement définitif.

10.2 Garanties.

Sans objet.

ARTICLE 11 _ MONTANT DU MARCHÉ

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du devis joint en annexe est de (.....) Francs CFA toutes taxes comprises (TTC)

Le montant du marché calculé dans les conditions prévues à l'article 19 du CCAG, résulte de l'application au montant hors Taxe, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), et des frais divers spécifiques aux contrats d'assurances.

ARTICLE 12 _ LIEU ET MODE DE PAYEMENT

12.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d'Ouvrage au Cocontractant, dans

les conditions indiquées dans le marché, le Cocontractant s'engage par les présentes à exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché.

12.2. Les paiements s'effectueront au compte n°..... ouvert au nom du cocontractant à la banque

Le paiement de toute prestation est subordonné à l'obtention du visa préalable du MINMAP.

ARTICLE 13 _ VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes.

ARTICLE 14 _ FORMULE DE REVISION DES PRIX

Les prix sont non révisables.

ARTICLE 15 _ FORMULE D'ACTUALISATION DES PRIX

N.A

ARTICLE 16 _ AVANCES

La prime est payée à 50% au démarrage des prestations.

ARTICLE 17 _ REGLEMENT DES PRESTATIONS

Les paiements seront effectués et payés 50% du montant net à mandater à la signature du marché, par virement au compte du cocontractant mentionné suivant:

ARTICLE 18 _ INTERETS MORATOIRES

Sans objet.

ARTICLE 19 _ PENALITES DE RETARD

19.1 En cas de retard sur le délai d'intervention sur un sinistre, l'Assureur sera passible d'une pénalité pour retard de :

- 1/2000^e du montant du marché par jour calendaire de retard jusqu'au 30^{ème} jour,
- 1/1000^e du montant du marché par jour calendaire de retard au – delà du 30^{ème} jour.

Il n'est pas prévu de prime en cas d'avance sur délai contractuel, les pénalités seront applicables d'office sans préavis et par la seule échéance du terme, sauf en cas de force majeure, ou de circonstances indépendantes de la volonté de l'Assureur dûment constatées et appréciées par l'ARMP. L'Assureur devra informer l'ARMP des causes du non-respect des délais au plus tard vingt (20) jours avant l'échéance du terme contractuel.

19.2. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base avec ses avenants.

ARTICLE 20 _ DECOMPTE FINAL

Sans objet.

ARTICLE 21 _ DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF

Sans objet.

ARTICLE _ 22 REGIME FISCAL ET DOUANIER

Sans objet.

ARTICLE 23 _ TIMBRES ET ENREGISTREMENT DU MARCHE

Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du cocontractant, conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 24 _ DELAI D'EXECUTION DU MARCHE

24. 1 Le délai d'exécution des prestations objet du présent marché est de vingt-quatre (24) mois.

24.2. Ce délai court à compter de la date de signature de l'ordre de service de démarrage.

ARTICLE 25 _ OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Les pièces à fournir par le Maître d'Ouvrage sont :

- Lors de la signature de la convention :

Un état nominatif des assurés indiquant pour chacun d'eux les catégories socioprofessionnelles :

- La date de naissance ;
- La situation de famille (avec mention de la date de naissance du conjoint et des personnes à charge).

Cet état est accompagné d'un bulletin d'adhésion fourni par le Prestataire et comportant un questionnaire médical dûment rempli et signé par chaque Assuré.

- Pendant la durée du marché :

- Les documents prévus ci-dessus concernant les nouveaux assurés ;
- Un état des Assurés cessant d'être couverts par le présent marché avec indication du motif du retrait ;
- Un état des assurés ayant bénéficiés d'un changement de catégorie socio-professionnelle.

ARTICLE 26 _ OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

- a. Le Cocontractant exécute les prestations et remplit ses obligations de façon diligente, efficace et économique, conformément aux normes, techniques et pratiques généralement acceptées dans son domaine d'activité.
- b. Le conflit d'intérêt s'entend de toute situation dans laquelle le Prestataire pourrait tirer des profits directs ou indirects d'un Marché passé par le Maître d'Ouvrage auprès de laquelle il est consulté ou toute situation dans laquelle il a des intérêts personnels ou financiers suffisants pour compromettre son impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter défavorablement son jugement.
- c. Le Prestataire est tenu du secret professionnel vis-à-vis des tiers, sur les informations, renseignements et documents recueillis ou portés à sa connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

A ce titre, les documents établis par le Prestataire au cours de l'exécution du Marché ne peuvent être publiés ou communiqués qu'avec l'accord écrit du Maître d'Ouvrage.

- d. Le prestataire s'engage à admettre dans sa liste des partenaires le cabinet médical du Médecin-Conseil de l'ARMP ;
- e. la production obligatoires à tous les assurés des cartes « santé ».
- f. le Prestataire (l'Assureur) s'engage à collaborer étroitement avec les services de la Direction de l'Administration et des Finances de l'ARMP pour toutes informations utiles requises par lesdits services.
 - la prise en compte des agents recrutés, nouveau-nés, nouveau(x) conjoint(s) et tout agent ayant bénéficié d'un changement de catégorie socio-professionnelle ;
 - le prestataire s'engage à admettre dans sa liste des partenaires le cabinet médical du Médecin-Conseil de l'ARMP ;

- le prestataire s'engage à annexer au présent CCAP la liste de tous ses partenaires nécessaires à la bonne exécution des prestations du marché.

ARTICLE 27 _ ASSURANCES

Sans objet.

ARTICLE 28 _ PROGRAMME D'EXECUTION

Sans objet.

ARTICLE 29 _ AGREMENT DU PERSONNEL

Sans objet.

ARTICLE 30 _ SOUS TRAITANCE

Sans objet.

CHAPITRE IV : DE LA RECETTE

ARTICLE 31 _ COMMISSION DE SUIVI ET RECETTE

Afin de veiller à la bonne exécution du marché, les prestations feront l'objet d'une évaluation trimestrielle par une commission composée ainsi qu'il suit:

Président : le Directeur Général de l'ARMP ou son représentant

Membre : -le Chef de Service du Marché ;
-le Chef de Bureau du suivi des assurances ;

Rapporteur : l'Ingénieur du Marché (Sous-Directeur des Affaires Communes)

ARTICLE _ 32 RECETTE DES PRESTATIONS

La Commission de suivi et recette établira un rapport trimestriel sur lequel sera apposée la mention « Service Fait ». Ledit rapport sera adressé au Maître d'Ouvrage avec copie au cocontractant.

CHAPITRE V: DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 33 _ CAS DE FORCE MAJEURE

La force majeure s'entend de tout événement imprévisible et irrésistible empêchant l'Assureur de remplir tout ou partie de ses obligations contractuelles.

Les cas de force majeure devront être signalés au Maître d'Ouvrage dans un délai de soixante-douze (72) heures à compter du début de l'événement. Passé ce délai, aucune réclamation ne sera acceptée.

Dans tous les cas, il appartient au Maître d'Ouvrage de faire apprécier par une Commission constituée à cet effet les cas de force majeure évoqués.

ARTICLE 34 _ RESILIATION DU MARCHE

Le présent marché peut être résilié dans les conditions et formes prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 35 _ DIFFERENTS ET LITIGES

Tout litige survenant entre les parties contractantes fera l'objet d'une tentative de conciliation par entente directe. A défaut de règlement amiable, tout différend découlant du présent marché sera définitivement tranché par la juridiction compétente.

ARTICLE 36 _ EDITION ET DIFFUSION DU PRESENT MARCHE

Dix (10) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du Maître d'Ouvrage, et notification sera faite à l'Assureur.

ARTICLE 36 ET DERNIER _ ENTREE EN VIGUEUR

Le présent marché deviendra définitif après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Il entrera en vigueur dès sa notification à l'Assureur par ce dernier.

PAGE _____ ET DERNIERE DU MARCHÉ N° _____/M/
AONO/PR/MINMAP/CCC/SPI/ARMP/CIPM/2021 APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° _____/ AONO/PR/MINMAP/CCC/SPI/ARMP/CIPM/2021 DU _____ POUR
LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE GROUPE ET ASSISTANCE EN VUE DE
LA COUVERTURE DU PERSONNEL DE L'AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

TITULAIRE DU MARCHÉ :

MONTANT DU MARCHÉ : F CFA TTC

DUREE DE COUVERTURE :

SOUSCRIT PAR
LE PRESTATAIRE

YAOUNDE, LE _____

SIGNE PAR LE DIRECTEUR GENERAL
DE L'AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

YAOUNDE, LE _____



APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° _____/M/ AONO/PR/MINMAP/CCC/SPI/ARMP/CIPM/2021

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT RELATIF A LA SOUSCRIPTION
D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE GROUPE EN VUE DE LA
COUVERTURE DU PERSONNEL DE L'AGENCE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT : BUDGET ARMP EXERCICES 2021-2022

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

PIECE N° 8 : Modèle de marché

MARCHE N° _____/PASSE APRES APPEL D'OFFRES
N° _____/M/ AONO/PR/MINMAP/CCC/SPI/ARMP/CIPM/2021

POUR LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE GROUPE EN VUE DE LA
COUVERTURE DU PERSONNEL DE L'AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

MAITRE D'OUVRAGE :

TITULAIRE DU MARCHE : *[indiquer le titulaire et son adresse complète]*

B.P : _____ à _____, Tel : _____ Fax : _____

N° R.C : _____ A _____

N° Contribuable : _____

OBJET DU MARCHE : SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE GROUPE EN VUE
DE LA COUVERTURE DU PERSONNEL DE L'AGENCE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS (EN URGENCE)

LIEU D'EXECUTION : AU CAMEROUN ET A L'ETRANGER

MONTANT DU MARCHE :

MONTANT HTVA		
MONTANT TVA		
MONTANT TTC		

DELAI D'EXECUTION : TRENTE SIX MOIS (36 MOIS)

FINANCEMENT : BUDGET DE L'ARMP (Exercices 2021-2022)

IMPUTATION :

SOUSCRIT, LE _____

SIGNE, LE _____

NOTIFIE, LE _____

ENREGISTRE, LE _____

Entre :

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS, CI-APRES DENOMME :

«L'AUTORITE CONTRACTANTE»

D'une part,

Et

L'Assureur _____ représenté par *[A préciser]*, son *[préciser la fonction]*, ci-après dénommé *[« Le prestataire »]*

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Sommaire :

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Titre II : Termes de Références (TDR).

Titre III : Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Titre IV : Détail ou Devis Estimatif (DE).

PAGE.....ET DERNIERE DU MARCHE N°_____/M/

AONO/PR/MINMAP/CCC/SPI/ARMP/CIPM/2021

PASSE APRES APPEL D'OFFRES N° _____/M/AONO/ARMP/CIPM/2020 DU _____

POUR LA SOUSCRIPTION D'UNE POLICE D'ASSURANCE MALADIE GROUPE EN VUE DE LA COUVERTURE DU PERSONNEL DE L'AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

MAITRE D'OUVRAGE :

TITULAIRE :

MONTANT :

DUREE DE COUVERTURE :

Lu et accepté par le prestataire
Yaoundé, le
Signé par l'Autorité contractante
Yaoundé, le
Enregistrement

PIECE N° 9 : Formulaires et modèles à utiliser

Table des modèles :

Annexe n° 1 : Déclaration d'intention de soumissionner.

Annexe n° 2 : Modèle de caution de soumission.

Annexe n° 1 : Déclaration d'intention de soumissionner.

Je soussigné,

Nationalité :

Domicile :

Fonction :

En vertu de mes pouvoirs de Directeur Général, après avoir pris connaissance du Dossier d'Appel d'Offres National n°*[indiquer la nature de la prestation]*.

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

Fait à _____ le _____

Signature, nom et cachet du Prestataire

Annexe n° 2 : Modèle de caution de soumission.

Attendu que *[nom du soumissionnaire]*, ci-dessous désigné « le Soumissionnaire » a soumis son offre en date du *[date de dépôt de l'offre]* pour la fourniture de *[nom et /ou description des fournitures]* (ci-dessous désigné : « l'offre »).

Nous *[nom de la banque]* de *[nom du pays]*, ayant notre siège à *[adresse de la banque]* (ci-dessous désigné comme « la banque »), sommes tenus à l'égard du *[Directeur Général des Marchés Publics]* pour la somme de _____ Francs CFA que la banque s'engage à régler intégralement le Directeur Général des Marchés Publics s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires. Signé et authentiqué par ladite Banque le _____ jour de _____ (année).

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

1. Si le Soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité stipulée par la Soumission dans son offre ;
2. Si le Soumissionnaire, s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par le Directeur Général des Marchés Publics pendant la période de validité.
 - a. Manque à signer ou refuse de signer le marché, alors qu'il est requis de le faire ou,
 - b. Manque à fournir la garantie bancaire de bonne exécution, comme prévu dans les instructions aux soumissionnaires.

Nous nous engageons à payer au Directeur Général des Marchés Publics un montant allant jusqu'au maximum de la somme ci-dessus dès réception de sa demande écrite, sans que celui-ci soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, le Directeur Général des Marchés Publics notera que le montant qu'il déclare lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux sont remplies et qu'il spécifiera quelle ou quelle (s) conditions (s) a joué ou ont joué.

La présente garantie demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus au-delà de la fin du délai de validité des offres ; toute demande du Directeur Général des Marchés Publics tendant à la faire jouer devra parvenir à la Banque dans ce délai.

PIECE N° 10 : Etudes préalables

Annexe n° 4 : Justificatif des études préalables.

1. Ce projet a-t-il fait l'objet d'une étude préalable : OUI.
2. Si oui la joindre et indiquer : (voir TDR de la prestation ci-joints).
 - 2.1. La date : [A préciser].
 - 2.2. Le nom du Maître d'Œuvre public ou privé : ARMP.
 - 2.3. Les références du marché, si maîtrise d'œuvre privée ; RAS.
 - 2.4. La description des études : TDR, Spécifications techniques.

TDR de la prestation.

3. Les quantités de détail estimatif sont-elles compatibles avec l'enveloppe financière disponible ? OUI.

**PIECE N° 11 : LISTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT HABILITES A EMETTRE
DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS**

Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics

I - Banques :

1. Afriland First Bank (AFB)
2. Banque Atlantique Cameroun (BACM)
3. 03 Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BACM)
4. 04 Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK)
5. 05 Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC)
6. 06 Bank Of Africa Cameroun (BOA Cameroun)
7. 07 Citibank Cameroun (CITIGROUP)
8. 08 Commercial Bank-Cameroun (CBC)
9. 09 Crédit Communautaire d'Afrique - Bank (CCA-BANK)
10. 10 Ecobank Cameroun (ECOBANK)
11. 11 National Financial Credit-Bank (NFC-Bank)
12. 12 Société Commerciale de Banques-Cameroun (SCB-Cameroun)
13. 13 Société Générale Cameroun (SGC)
14. 14 Standard Chatered Bank Cameroon (SCBC)
15. 15 Union Bank of Cameroon (UBC)
16. 16 United Bank for Africa (UBA)

II – Compagnies d' assurances:

1. Chanas Assurances S.A.
2. Activa Assurances
3. Zenithe Assurances
4. Pro Assur S.A.
5. AREA S.A.
6. SAAR S.A.
7. CPA S.A.
8. Saham assurances S.A.
9. Atlantique assurances S.A.
10. Beneficial General Insurance S.A.
11. NSIA Assurances S.A.

